



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 54.381/2
du 25 novembre 2013

advies 54.381/2
van 25 november 2013

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant certaines
dispositions relatives au stage
des agents de l'État'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
sommige bepalingen
betreffende de stage van het
rijkspersoneel'

Le 28 octobre 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à la Fonction publique, adjoint au Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant certaines dispositions relatives au stage des agents de l'État'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 25 novembre 2013. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, Pierre VANDERNOOT et Martine BAGUET, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Alain LEFEBVRE, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 novembre 2013.

*

Op 28 oktober 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken, toegevoegd aan de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de stage van het rijkspersoneel'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 25 november 2013. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT en Martine BAGUET, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Alain LEFEBVRE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 november 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

COMPÉTENCE DU CONSEIL D'ÉTAT

1. Le 12 août 2013, la section de législation du Conseil d'État a donné l'avis 53.787/2/V sur une première version de l'arrêté examiné.

S'agissant des formalités préalables, la section de législation du Conseil d'État avait alors formulé une observation rédigée comme suit :

« Les protocoles de négociation syndicale n'ont pas été joints à la demande d'avis.

L'auteur du projet veillera au bon accomplissement de cette négociation syndicale.

Dans l'hypothèse où le texte du projet serait modifié ultérieurement à la suite de la négociation syndicale, sans que les modifications ne fassent par ailleurs suite à l'avis rendu par le Conseil d'État, il conviendrait de soumettre à nouveau le texte ainsi modifié à l'avis du Conseil d'État ».

Comme le mentionne la note au Conseil des ministres, c'est pour cette raison que l'auteur du projet soumet le texte remanié à l'avis de la section de législation du Conseil d'État.

2.1. Lorsque la section de législation du Conseil d'État a donné un avis, elle a épuisé la compétence que lui confère la loi et il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer à nouveau sur les dispositions déjà examinées, qu'elles aient été revues pour tenir compte des observations faites dans le premier avis ou qu'elles demeurent inchangées. Il en va différemment lorsqu'il est envisagé d'insérer dans le texte des dispositions entièrement nouvelles, dont le contenu est indépendant des observations ou suggestions formulées dans le premier avis de la section de législation : en pareil cas, une nouvelle consultation est requise, portant sur les dispositions nouvelles.

Il en va aussi ainsi quand interviennent, après le premier avis, des éléments juridiques nouveaux, de nature à justifier un nouvel examen du texte par la section de législation : celle-ci doit alors être saisie des dispositions du texte affectées par ces éléments nouveaux.

2.2. Le projet a notamment pour but de remplacer la commission interdépartementale des stages et les commissions des stages par les trois commissions de recours en matière d'évaluation¹. Autrement dit, ce sont ces mêmes trois commissions qui se prononceront sur les

¹ Il s'agit :

1^o de la commission interdépartementale des recours en matière d'évaluation, compétente pour les recours dans les services publics fédéraux et le ministère de la Défense ;

2^o de la commission interparastatale des recours en matière d'évaluation, compétente pour les recours dans les institutions publiques de sécurité sociale ;

recours introduits en matière d'évaluation des agents et qui seront saisies lorsque les rapports de stages ne sont pas favorables au stagiaire.

Au moment où le Conseil d'État a donné l'avis 53.787/2/V précité, les trois commissions de recours en matière d'évaluation étaient réglées par les articles 22 à 25*bis* de l'arrêté royal du 2 août 2002 'instituant un cycle d'évaluation dans les services publics fédéraux et dans le Ministère de la Défense', tels qu'ils avaient été remplacés ou insérés par l'arrêté royal du 11 février 2013. Depuis lors, la matière est réglée par les articles 23 à 32 de l'arrêté royal du 24 septembre 2013 'relatif à l'évaluation dans la fonction publique fédérale', dont l'article 45 a abrogé l'arrêté royal du 2 août 2002 précité.

Les règles relatives à la composition et au fonctionnement des trois commissions précitées figurant dans l'arrêté royal du 24 septembre 2013 sont toutefois identiques à celles qui figuraient dans l'arrêté du 2 août 2002 précité, de sorte que le Conseil d'État n'a pas à procéder à un nouvel examen de l'articulation entre les règles de fonctionnement des trois commissions de recours fixées par l'arrêté royal du 24 septembre 2013 précité et celles figurant dans les textes modifiés par le projet.

3. Il résulte de ce qui précède que l'examen du projet s'est limité à ses articles 3, *partim*, 5, 2° et 3°, 7, 8, 10, 11, 13, 1° et 4°, 15 et 21.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 11

(modifications de l'article 10 de l'arrêté royal du 8 janvier 1973)

1. Au texte du 1°, il y a lieu de mentionner l'article 33*bis*, § 3, puisque les paragraphes 1^{er} et 2 sont abrogés par l'article 6 du projet.

2. Compte tenu de l'article 3 du projet, qui ajoute un alinéa 2 à l'article 30, § 3, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 'portant le statut des agents de l'État', actuellement composé d'un seul alinéa, la référence faite par l'article 10, § 3, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 'fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public' à l'article 30, § 3, est remplacée au 2° de l'article 11 du projet par une référence à l'article 30, § 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal précité du 2 octobre 1937.

3° de la commission commune des recours en matière d'évaluation, compétente pour les recours dans les organismes d'intérêt public.

Il en résulte que, dans le texte figurant actuellement à l'article 10, § 3, de l'arrêté royal précité du 8 janvier 1973 comme étant celui qui est à lire pour l'application de ce dernier arrêté, les signes et le chiffre « § 3 » doivent être omis.

Article 15

(abrogation de la section III du chapitre II du même arrêté)

Il y a lieu de mentionner « la section III du chapitre II du titre III du même arrêté ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

BEVOEGDHEID VAN DE RAAD VAN STATE

1. Op 12 augustus 2013 heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State over een eerste versie van het voorliggende besluit advies 53.787/2/V verstrekt.

In verband met de voorafgaande vormvereisten heeft ze toen de volgende opmerking geformuleerd:

“De protocollen van de onderhandelingen met de vakbonden zijn niet bij de adviesaanvraag gevoegd.

De steller van het ontwerp moet ervoor zorgen dat die onderhandelingen met de vakbonden plaatsvinden.

Indien de tekst van het ontwerp naderhand ten gevolge van de onderhandelingen met de vakbonden zou worden gewijzigd, zonder dat de wijzigingen voor het overige aansluiten bij het advies van de Raad van State, moet de aldus gewijzigde tekst opnieuw om advies aan de Raad van State worden voorgelegd”.

Zoals aangegeven in de nota aan de Ministerraad, legt de steller van het ontwerp de herwerkte tekst daarom om advies voor aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State.

2.1. Wanneer de afdeling Wetgeving een advies heeft gegeven, heeft ze de bevoegdheid opgebruikt die ze krachtens de wet heeft en het komt haar derhalve niet toe om zich opnieuw uit te spreken over reeds onderzochte bepalingen, ongeacht of ze herzien zijn teneinde rekening te houden met de opmerkingen die in het eerste advies gemaakt zijn, dan wel ongewijzigd blijven. Dat geldt niet wanneer overwogen wordt in de tekst volledig nieuwe bepalingen in te voegen waarvan de inhoud losstaat van de opmerkingen of voorstellen die door de afdeling Wetgeving in het eerste advies zijn gemaakt of gedaan: in zo'n geval moet de afdeling Wetgeving weer worden geraadpleegd omtrent de nieuwe bepalingen.

Zulks geldt ook wanneer na het eerste advies nieuwe juridische gegevens opduiken die kunnen rechtvaardigen dat de tekst door de afdeling Wetgeving wederom wordt onderzocht: in zo'n geval moeten de bepalingen van de tekst waarvoor die nieuwe gegevens consequenties hebben, aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd.

2.2. Het ontwerp strekt er inzonderheid toe de interdepartementale stagecommissie en de stagecommissies te vervangen door de drie beroepscommissie inzake evaluatie.¹ Het zijn met andere woorden deze drie commissies die zich moeten uitspreken over de beroepen die inzake de evaluatie van de personeelsleden worden ingesteld en die moeten worden geadieerd wanneer de verslagen over de proeftijd niet gunstig zijn voor het personeelslid op proef.

Op het ogenblik waarop de Raad van State het voornoemde advies 53.787/2/V heeft gegeven, was voor de drie beroepscommissies inzake evaluatie een regeling getroffen door de artikelen 22 tot 25bis van het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 'tot invoering van een evaluatiecyclus in de federale overheidsdiensten en in het Ministerie van Defensie', zoals ze waren vervangen of ingevoegd bij het koninklijk besluit van 11 februari 2013. Sindsdien wordt de aangelegenheid geregeld door de artikelen 23 tot 32 van het koninklijk besluit van 24 september 2013 'betreffende de evaluatie in het federaal openbaar ambt', waarvan artikel 45 het voornoemd koninklijk besluit van 2 augustus 2002 heeft opgeheven.

De regels betreffende de samenstelling en de werkwijze van de drie voornoemde commissies die het koninklijk besluit van 24 september 2013 bevat, zijn evenwel helemaal dezelfde als die welke in het voornoemde koninklijk besluit van 2 augustus 2002 voorkwamen, zodat de Raad van State niet opnieuw hoeft te onderzoeken hoe de regels inzake de werkwijze van de drie beroepscommissies die bij het voornoemde koninklijk besluit van 24 september 2013 zijn vastgesteld, zich verhouden tot de regels die voorkomen in de teksten die door het ontwerp worden gewijzigd.

3. Uit wat voorafgaat, vloeit voort dat slechts de artikelen 3, *partim*, 5, 2° en 3°, 7, 8, 10, 11, 13, 1° en 4°, 15 en 21 van het ontwerp worden onderzocht.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 11

(wijzigingen van artikel 10 van het koninklijk besluit van 8 januari 1973)

1. In de tekst van de bepaling onder 1° moet artikel 33bis, § 3, worden vermeld, aangezien de paragrafen 1 en 2 bij artikel 6 van het ontwerp worden opgeheven.

2. Gelet op artikel 3 van het ontwerp dat een tweede lid toevoegt aan artikel 30, § 3, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 'houdende het statuut van het rijkspersoneel', dat

¹ Het betreft:

1° de interdepartementale beroepscommissie inzake evaluatie, die bevoegd is voor de beroepen in de federale overheidsdiensten en voor het Ministerie van Landsverdediging;

2° de interparastatale beroepscommissie inzake evaluatie, die bevoegd is voor de beroepen in de openbare instellingen van sociale zekerheid;

3° de gemeenschappelijke beroepscommissie inzake evaluatie, die bevoegd is voor de beroepen in de instellingen van openbaar nut.

thans slechts één lid bevat, wordt de verwijzing naar artikel 30, § 3, die artikel 10, § 3, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 ‘tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut’ tot stand brengt, in de bepaling onder 2° van artikel 11 van het ontwerp vervangen door een verwijzing naar artikel 30, § 3, eerste lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

Daaruit vloeit voort dat het paragraafteken en het cijfer 3 moeten worden weggelaten uit de huidige tekst van artikel 10, § 3, van het voornoemde koninklijk besluit van 8 januari 1973, die in aanmerking moet worden genomen voor de toepassing van het laatstgenoemde besluit.

Artikel 15

(opheffing van afdeling III van hoofdstuk II van hetzelfde besluit)

Er moet melding worden gemaakt van “afdeling III van hoofdstuk II van titel III van hetzelfde besluit”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Yves KREINS